

ÉCONOMIE • CORONAVIRUS SARS-COV-2

Coronavirus : la Banque centrale européenne lance un plan d'urgence historique pour calmer les marchés

Face au spectre d'une nouvelle crise de la zone euro, la BCE annonce des rachats de titres pour 750 milliards d'euros, un niveau inédit.

Par Eric Albert • Publié aujourd'hui à 02h38, mis à jour à 05h59

Article réservé aux abonnés



Une conférence de presse de Christine Lagarde, présidente de la BCE, est visionnée à la Bourse de Francfort en Allemagne, le 12 mars. RALPH ORLOWSKI / REUTERS

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé un plan de sauvetage gigantesque, mercredi 18 mars, pour tenter de calmer les marchés. Dévoilant sa décision juste avant minuit, après une longue réunion d'urgence de son conseil des gouverneurs, elle a décidé de mener des rachats de titres pour 750 milliards d'euros. C'est six fois plus que l'annonce du jeudi 12 mars, qui avait été mal reçue par les investisseurs.

Lire aussi | Coronavirus : krach boursier en Europe et à Wall Street, pire journée de l'histoire pour la Bourse de Paris

Et contrairement aux hésitations de la semaine dernière, le ton est cette fois-ci martial. « *Le conseil des gouverneurs va faire tout ce qui est nécessaire, dans la limite de son mandat. [Il] est tout à fait prêt à augmenter le programme d'achat de titres et à ajuster sa composition, autant que nécessaire et aussi longtemps que nécessaire. Toutes les options et tous les plans de sauvetage seront considérés pour soutenir l'économie pendant ce choc.* »

Journée noire

Sur Twitter, Christine Lagarde, la présidente de la BCE, s'est faite encore plus explicite : « *Ces temps extraordinaires nécessitent une action extraordinaire. Il n'y a pas de limites à notre soutien à l'euro.* » A cette annonce, les marchés futurs américains et asiatiques ont rebondi, après une journée qui avait encore été noire.



Christine Lagarde
@Lagarde

Extraordinary times require extraordinary action. There are no limits to our commitment to the euro. We are determined to use the full potential of our tools, within our mandate.

twitter.com/ecb/status/124...

European Central Bank @ecb

Press release: ECB announces €750 billion Pandemic Emergency Purchase Programme (PEPP) [ecb.europa.eu/press/pr/date/...](https://ecb.europa.eu/press/pr/date/)

4 186 00:08 - 19 mars 2020

[2 835 personnes parlent à ce sujet](#)

Ce coup de bazooka rappelle la fameuse phrase de Mario Draghi, le prédécesseur de M^{me} Lagarde, qui avait calmé la panique en 2012, en déclarant qu'il ferait « *tout ce qui serait nécessaire* » (« Whatever it takes »). Mercredi soir, les spécialistes de la BCE ont applaudi. « *Impressionnant* », estime Gilles Moëc, économiste à Axa. « *Historique* », ajoute Frederik Ducrozet, de la banque privée Pictet : « *On ne pouvait pas espérer mieux.* »

[Lire aussi](#) | [La faute professionnelle de Christine Lagarde](#)

Dans le détail, la BCE entend réaliser ces 750 milliards de rachats de titres d'ici à fin 2020. Elle achètera aussi bien les obligations d'Etat que celles des entreprises. Ce programme vient s'ajouter aux 120 milliards d'euros annoncés la semaine dernière et aux 20 milliards d'euros par mois lancés à l'automne, soit un total de 1 050 milliards d'euros pour les neuf prochains mois. Jamais, même au plus fort de la crise de la monnaie unique, la banque centrale n'avait injecté autant d'argent aussi vite.

Action fondamentale

Au-delà de cette énorme liquidité, l'action de la BCE est fondamentale sur un autre point, d'apparence technique. Après de vives luttes au sein du conseil des gouverneurs il y a quelques années, la banque centrale s'était engagée à ne jamais posséder plus de 33 % du stock de la dette d'un pays. Mais avec ses rachats d'actifs à répétition depuis des années, elle était très proche de cette limite pour certains pays, notamment l'Allemagne et les Pays-Bas. Il lui devenait difficile d'agir. Le communiqué laisse entendre que ce plafond sera retiré, si nécessaire : « *Dans la mesure où des limites auto-imposées peuvent freiner l'action de la BCE (...), le conseil des gouverneurs envisagera de les changer.* »

L'action coup de poing de la BCE était devenue urgente, alors que le spectre de la crise de la zone euro de 2012 ressurgit depuis quelques semaines. En secouant violemment les marchés, la pandémie due au coronavirus a de nouveau mis au jour les faiblesses de la monnaie unique. En Italie, le premier pays européen touché, le taux des obligations à dix ans a fait un bond, allant de 1 % début mars jusqu'à frôler 3 %, mercredi 18 mars. Cela reste loin des sommets (autour de 7 %) atteints en 2012, mais cela est tout de même au plus haut depuis deux ans.

[Lire aussi](#) | [Les banques centrales s'unissent pour contrer la crise du coronavirus](#)

Cette hausse des taux présente deux graves dangers. D'une part, l'Italie et les autres pays un peu moins affectés vont être contraints d'emprunter à un prix plus élevé, au moment même où ils vont devoir émettre beaucoup plus de dette pour soutenir leur économie. D'autre part, l'écart entre les taux allemands et les taux italiens (le « spread ») s'est élargi. Le risque d'une dislocation de la zone euro réapparaît, avec des investisseurs qui fuient un pays, tandis qu'ils se réfugient vers un autre.

« Corona-bonds »

Si la BCE a une nouvelle fois joué son rôle de pompier, les tensions de moyen terme au sein de la monnaie unique sont loin d'avoir disparu. « *Il ne faut pas que les gouvernements laissent la BCE seule, estime Louis Harreau, économiste au Crédit agricole. La balle est dans le camp politique.* »

Depuis une dizaine de jours, les gouvernements européens annoncent des plans de relance importants. Mais pour un pays comme l'Italie, déjà très fortement endetté, émettre d'énormes quantités d'obligations sera difficile sans le soutien des autres Etats. Giuseppe Conte, le président du Conseil italien, a suggéré la création de « *corona-bonds* », des obligations paneuropéennes pour lutter contre la récession. En clair, l'Allemagne serait financièrement solidaire de pays comme l'Italie ou l'Espagne.

Un tel outil, sans précédent, serait une révolution, mais rien ne dit que les pays du nord de l'Europe l'accepteront. Angela Merkel, la chancelière allemande, a juste promis de « *continuer à discuter* » du sujet. « *Le plan de la BCE est un pansement, utile pour l'instant, mais le système financier européen demeure en grave danger* », conclut Giovanni Di Lieto, économiste à l'université Monash, en Australie.

[Lire aussi](#) | [Crise économique : « Macron et Lagarde à front renversé »](#)

Eric Albert (Londres, correspondance)